

ABONNEMENT

Saumur	
Un an	25 fr.
Six mois	13
Trois mois	7
Poste	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8

On s'abonne
A SAUMUR
Au bureau du Journal
ou en envoyant un mandat
sur la poste
et chez tous les libraires

POLITIQUE. LITTÉRATURE. SCIENCES. INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

INSERTIONS

Annonces	la ligne	20
Réclames	—	30
Faits divers	—	75

RESERVES SONT FAITES
Du droit de refuser la publication
des insertions reçues et même payées,
sauf restitution dans ce dernier cas ;
Et du droit d'insérer la rédaction
des annonces.

Les articles communiqués doi-
vent être remis au bureau du
journal la veille de la reproduc-
tion, avant midi.
Les manuscrits déposés
sont pas rendus.

On s'abonne
A PARIS
A L'AGENCE HAVAS
8, place de la Bourse

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire
L'abonnement doit être payé d'avance

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-
poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

SAUMUR, 27 MAI

L'ENCYCLIQUE

L'Encyclique dont la traduction officielle est parvenue produit une vive et profonde impression. Le lumineux éclat de sa forme ajoute un charme littéraire à l'importance d'un document qui s'impose à l'attention du monde entier.

La publication seule de cette Encyclique a, en effet, une signification profonde ; c'est peut-être, au double point de vue politique et religieux, le fait le plus important de ce siècle, qui a vu pourtant signer le Concordat français, proclamer l'infaillibilité papale, rétablir en Angleterre la hiérarchie catholique.

Nul assurément ne peut se flatter de lire dans l'avenir, mais il n'y aurait rien d'étonnant à ce que ces lettres pontificales fussent le point de départ d'une action sociale où l'Eglise retrouverait une partie de l'ascendant qu'elle semble avoir perdu.

Non que je prétende que l'Encyclique *Rerum novarum* innove quoi que ce soit dans l'enseignement de l'Eglise. Ce que Léon XIII a écrit, tous les théologiens le pensaient ; nul peut-être n'aurait su donner aux formules une brièveté aussi forte, aussi pleine et compréhensive : nul ne les aurait enchaînées avec une vigueur si démonstrative et si lumineuse. Mais on peut dire que la doctrine du Pape est celle-là même que soutiennent depuis nombre d'années déjà les économistes chrétiens.

Le Pape a condensé dans des pages d'une merveilleuse clarté l'exposition de la question sociale. Il a condamné le communisme tout en faisant entendre au capital la leçon de la charité et en rappelant que « des hommes très riches, ont imposé un joug presque servile à la multitude infinie des prolétaires ». Toute l'Encyclique est consacrée à l'étude approfondie des droits respectifs et des devoirs mutuels, ainsi qu'aux obligations qui, dans une société bien ordonnée, incombent à l'Etat.

Sans doute, Léon XIII évite avec soin de se prononcer d'une manière formelle entre les divers systèmes économiques ; sans doute, il ne tranche pas, — car l'Encyclique n'est pas un projet de loi — les problèmes multiples qui se rattachent à l'organisation et à la réglementation du travail.

Le régime corporatif y est encouragé, mais la liberté des travailleurs n'est pas liée, dans la pensée du Souverain Pontife, à un système, et sur la question de l'intervention de l'Etat, le Saint-Père se montre très réservé. Les socialistes demandent l'uniforme *trois-huit*, c'est-à-dire la fixation de la journée à huit heures de travail. Le Pape, lui, subordonne au genre d'industrie, à la force des ouvriers, la durée du travail journalier. Il pense que, vu les circonstances diverses de temps et de lieu, l'intervention de l'autorité publique devra être évitée comme inopportune, sauf à recourir à l'aide de l'Etat après avoir, par le jugement des associations ou par tout autre moyen, sauvegardé

les intérêts légitimes des ouvriers. Le sort des femmes et des enfants cruellement attachés à la glèbe industrielle est l'objet d'une sollicitude spéciale.

Le Pape ne reconnaît à l'Etat que le droit de « tutelle » ; il conserve aux travailleurs, affiliés ou non au régime corporatif, l'indépendance de leurs revendications.

Il proclame que le salaire doit suffire pour nourrir un ouvrier sobre et de bonnes mœurs ; c'est un principe de justice naturelle qui doit concorder avec la libre entente des parties pour la détermination du prix du travail.

L'Encyclique condamne la grève qui porte préjudice aux patrons et aux ouvriers eux-mêmes, et préconise l'usage de moyens légaux préventifs écartant d'avance les causes propres à produire le conflit des patrons et des ouvriers.

La formation, le développement d'associations ouvrières et de syndicats mixtes est un de ces moyens, et le Pape ne cache pas sa prédilection pour ce que nous appellerons volontiers une soupape de sûreté.

Chaque partie du document sera l'objet de commentaires divers. Les économistes, catholiques ou non, discuteront la doctrine enseignée par Léon XIII aux peuples et à leurs chefs. Il y aura beaucoup à gagner dans la médiation du problème social dont le Pape attend la solution définitive de la restauration de l'esprit chrétien dans les lois en même temps que dans les mœurs.

Nous ne voulons aborder aucun des points spécialement traités dans la magistrale étude qui est arrivée du Vatican. C'est l'importance de l'acte pontifical en lui-même que nous tenons à signaler.

N'est-ce donc pas un spectacle admirable que celui de ce Pape, se jetant en pleine mêlée sociale, pour y faire entendre la grande voix de l'Eglise ?

Surprenante nouveauté, disent certains écrivains faisant ainsi l'aveu d'une plus surprenante ignorance.

Comme il serait facile, en effet, de renouer à des temps de foi et de démantèlement cette initiative de Léon XIII passant de la phase d'une action diplomatique heureusement conduite à une intervention directe et personnelle dans le grand débat qui préoccupe les politiques, menace les Etats et agite les foules !

Les intérêts du capital et du travail sont connexes, mais les ennemis de l'ordre social sèment la division afin de mieux asservir à leur domination le riche par la peur, le pauvre par l'envie.

De tous les mensonges, de toutes les utopies, Léon XIII a fait éclatante justice, et, aujourd'hui ainsi que jadis, la Papauté apparaît comme le guide nécessaire, infaillible, des nations dans la voie de la civilisation pacificatrice.

LA GRÈVE DES OMNIBUS

La grève des omnibus continue. Hier, la Compagnie a fait sortir des dépôts près de 300 voitures, conduites par des automédon improvisés et inexpérimentés. Mais les grévistes ne

les ont pas laissés aller loin. Ils se jetaient à la tête des chevaux, les dételèrent et laissaient les omnibus au milieu de la chaussée, ou les mettaient de travers.

La police se montrait très faible et hésitante contre ces voies de fait.

La chambre syndicale des cochers de fiacre a fait promettre aux employés de la Compagnie des omnibus un concours efficace.

Elle proposerait la grève des cochers de fiacre comme le meilleur moyen d'amener les pouvoirs publics à intervenir en faveur des employés des omnibus, par la perturbation qu'amènerait infailliblement dans les affaires la suppression de tous les moyens de transports urbains.

Le coup du juif allemand

L'Exposition française de Moscou, dont Berlin voyait le succès avec tant de douleur et de colère, est fermée à la suite d'inqualifiables manœuvres de juifs allemands qui — c'est pénible à dire — ont trouvé en France, à Paris, des complicités sur lesquelles il faudra s'expliquer.

Un nommé Gruenwald, juif allemand, s'est présenté, en effet, à l'Exposition et, exhibant un reçu d'un banquier parisien français (?), M. Jouanno, a exigé, à la grande stupéfaction de l'administration, la remise immédiate de 4 millions 200,000 tickets d'entrée.

Puis, le prenant sur un ton absolument impertinent, cet individu déclara qu'il était le maître absolu et que tout le personnel devait lui obéir.

Ce Gruenwald, personnage qui nous paraît plus que louche, s'est fait jadis naturaliser russe, et un de nos confrères, le *XIX^e Siècle*, dit qu'il a exposé à l'Exposition universelle de 1889, à Paris, des fourrures qu'il prétendait avoir apportées de Russie.

L'émotion produite par ce grave incident a été générale ; Russes et Français sont unanimes pour protester contre cette misérable manœuvre et le ministre de l'intérieur a télégraphié de Saint-Petersbourg que, si le fait est avéré, le juif en question sera expulsé en vertu des lois existantes et l'Exposition française fermée.

Nous voulons croire qu'une fois l'agent sémite-allemand dehors, le gouvernement russe saura agir avec toute la pondération nécessaire et ne fera pas retomber sur nos compatriotes qui sont allés là-bas, par sympathie pour la Russie, la responsabilité d'une vilaine action commise par de vilaines gens.

Mais, à Paris même, une enquête s'impose ; il faut remonter aux sources ; il faut savoir d'où le coup est parti.

Nous sommes, quant à nous, absolument fixé et l'opinion française l'est aussi : Qui donc, depuis des mois, débâtait contre l'Exposition de Moscou ?

Qui donc a intérêt à ce que nos produits, supérieurs à tous autres, restent ignorés des Russes ? — L'Allemagne.

Donc....

La liberté en orthographe

M. Bourgeois, ministre de l'instruction publique, vient de prendre une initiative à signaler.

Dans une circulaire aux recteurs, il demande que dorénavant, aux examens de concours de l'enseignement primaire et secondaire, les diverses commissions appliquent une jurisprudence libérale aux épreuves de l'orthographe. Il convient uniquement de s'assurer si l'enfant écrit couramment et correctement sa langue ; les fautes seront, par conséquent, « plutôt pesées que comptées ». Quant aux discussions sur les règles compliquées ou controversées, sur les mystères de l'étymologie, etc., elles peuvent trouver place à l'agrégation de grammaire, mais non pas dans un enseignement qui doit rester élémentaire.

Le ministre ne se contente pas, d'ailleurs, de donner des indications générales ; il les applique par quelques exemples. L'indulgence des correcteurs devra porter sur trois points principaux :

« 1° Il faut d'abord renoncer à une rigueur absolue toutes les fois qu'il y a doute ou partage d'opinion, toutes les fois que l'usage n'est pas encore fixé ou l'a été tout récemment, que la pratique courante varie, que les auteurs diffèrent d'avis et que l'Académie elle-même enregistre ces hésitations de l'opinion. Jusqu'en 1878, on devait écrire *consonance* ; l'Académie admet maintenant *consonance*, par analogie avec *dissonance*. Jusqu'en 1878, on devait écrire *phthisie* et *rhythme* ; depuis, l'Académie supprime l'un des deux *h*, mais c'est le second dans *phthisie*, le premier dans *rhythme*. Jusqu'en 1878, *collège* était sévèrement compté comme une faute, on devait écrire *collège* ; c'est l'inverse aujourd'hui.

« L'Académie autorise *agendas*, *alinéas*, et ne paraît pas admettre les *duplicatas*. Elle préfère des *accessits*, sans condamner des *accessits*. Nombre de mots usuels ont également une orthographe sur laquelle, à moins de pédantisme, nul ne peut prétendre à l'infaillibilité : de l'aveu même de l'Académie, on écrit *clef* ou *clé*, *sofa* ou *sopha*, des *entresol* ou des *entresols*, *dévouement* ou *dévoûment*, il *paye* ou il *paie*, *payement* ou *paiement* ou même *paiement*, etc. Dans ce cas et dans tous les cas semblables, quelle que soit l'opinion personnelle du correcteur, il ne peut pas demander à l'élève d'être plus sûr de lui que les maîtres eux-mêmes.

« 2° Le ministre réclame la même indulgence pour l'enfant quand la logique lui donne raison contre l'usage et quand la faute qu'il commet prouve qu'il respecte mieux que ne l'a fait la langue elle-même les lois naturelles de l'analogie. « Une des premières choses qu'on enseigne aux enfants, dit un maître en matière de philologie, ce sont les sept noms en *ou* qui, au lieu de prendre un *s* au pluriel, veulent un *x* : *henoux*, *bijoux*, etc. Mais par quelle secrète raison ne se plient-ils pas à la règle commune ? Personne n'a jamais pu le découvrir. Est-il juste de compter comme autant de fautes les infractions à l'orthographe qui sont précisément des preuves d'attention de la part

